

Dès l'automne 1969, le Gouvernement des Etats-Unis avait exprimé le désir de parvenir à un accord avec celui de La Havane pour empêcher les détournements sur Cuba d'aéronefs et de navires, devenant toujours plus fréquents. Ce sujet fit l'objet d'un échange de vues entre les deux pays, par le truchement de notre Ambassade à La Havane, jusqu'en juin 1971, sans permettre toutefois d'arriver à une concordance de ces vues.

Le 30 octobre 1972, à la suite du détournement d'un appareil d'une compagnie américaine et d'une demande du Gouvernement des Etats-Unis visant à l'extradition des auteurs de ce détournement (criminels de droit commun), le Ministre cubain des relations extérieures remit à notre Ambassadeur à La Havane une note, par laquelle les autorités cubaines proposaient aux Etats-Unis d'entamer des pourparlers exploratoires, par l'entremise de la puissance protectrice, en vue de la conclusion d'un accord pour la répression de la piraterie aérienne et d'actes similaires. La note mettait l'accent sur l'intérêt commun pour les deux pays de résoudre cette question, puisque ces actes délictueux se répètent systématiquement, et indiquait que le Gouvernement cubain était sérieusement disposé à chercher à conclure au plus tôt un ample accord, pour autant que le Gouvernement des Etats-Unis fasse preuve d'une disposition identique.

Lors du détournement particulièrement dramatique, le 9 novembre 1972, d'un autre appareil américain, le Premier Ministre Fidel Castro, qui se trouvait à l'aéroport, prit l'Ambassadeur Masnata à part pour lui demander "s'il n'y avait pas quelque chose à faire pour régler par un accord le problème de la piraterie aérienne avec les USA". M. Masnata en tira la conclusion que Cuba souhaitait effectivement parvenir à un accord.

Mi-novembre, le Département d'Etat nous fit part de sa décision d'examiner l'éventualité de négociations bilatérales, sur la base de la proposition cubaine.

Le Secrétaire d'Etat Rogers reçut notre Ambassadeur à Washington pour lui demander de transmettre aux autorités cubaines un message selon lequel le Gouvernement des Etats-Unis était disposé à entamer rapidement des pourparlers exploratoires en vue de la conclusion d'un accord, message qui fut aussitôt transmis aux Cubains.

Le 25 novembre déjà, notre Ambassade/était en mesure de transmettre aux autorités américaines, après quelques séances de travail, un projet d'accord cubain. Les Américains relevèrent peu après que la plus grande partie du texte cubain était acceptable pour eux.

Les Américains désirant confier la direction personnelle des futures négociations à M. Masnata, le convoquèrent avec notre accord à Washington, où M. Rogers lui remit le texte de la contre-proposition américaine.

Peu avant Noël, les Cubains firent savoir à M. Masnata qu'ils étudiaient la contre-proposition américaine, qu'ils feraient connaître leur réponse et ajoutèrent qu'"il existait une base pour un arrangement et que les divergences n'apparaissaient pas comme insurmontables".

Depuis lors, la réponse cubaine est toujours attendue. Il y a des raisons de croire que les récents bombardements massifs sur le Vietnam du Nord, puis le départ de Fidel Castro pour Moscou, ne sont pas étrangers au fait que les négociations engagées marquent actuellement le pas.